

LE TRAVAIL sous tensions

Michel Lallement

Éditions
SCIENCES
HUMAINES

Extrait de la publication

**LE TRAVAIL
SOUS TENSIONS**

Maquette couverture et intérieur : Isabelle Mouton.

Retrouvez nos ouvrages sur

www.scienceshumaines.com
www.editions.scienceshumaines.com

Diffusion : Seuil
Distribution : Volumen

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du droit de copie.

© **Sciences Humaines Éditions, 2010**

38, rue Rantheaume

BP 256, 89004 Auxerre Cedex

Tél. : 03 86 72 07 00 / Fax : 03 86 52 53 26

ISBN = 9782361061807

LE TRAVAIL SOUS TENSIONS

Michel Lallement

La Petite Bibliothèque de Sciences Humaines

Une collection dirigée par Véronique Bedin



Extrait de la publication

DU MÊME AUTEUR

Des PME en chambre. Travail et travailleurs à domicile d'hier et d'aujourd'hui, L'Harmattan, 1990.

Les Gouvernances de l'emploi. Relations professionnelles et marché du travail en France et en Allemagne, Desclée de Brouwer, 1999.

Temps, travail et modes de vie, Puf, 2003.

Histoire des idées sociologiques, 2 tomes, Armand Colin, 3^e édition 2006.

Le Travail. Une sociologie contemporaine, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2007.

Sociologie des relations professionnelles, La Découverte, 2^e édition 2008.

Le Travail de l'utopie. Godin et le Familistère de Guise, Les Belles Lettres, 2009.

SOMMAIRE

Introduction. Travailler	7
Mais pourquoi travaillons-nous ?	8
Tous flexibles ?	9
Tensions	10
Chapitre I. Travail de pauvre, travail de riche	13
Mondialisation et marchandisation du travail	14
Les multinationales font-elles le monde ?	18
Révolution informatique et toile globale	19
Travailler en réseaux : des réalités contrastées	21
Un choc des nations ?	24
Chapitre II. Les mondes du travail : clivages et contaminations	31
Les entreprises aujourd'hui : morphologie...	32
... et modes de gestion du travail	34
Secteur public : les effets de la « modernisation »	38
Travailler dans l'associatif	43
Chapitre III. Entre autonomie et contrainte	47
Le taylorisme, une folie si rationnelle	48
Crise et recomposition de l'organisation du travail	49
Polyvalence, réactivité et flexibilité	52
Plus d'autonomie... et plus de contraintes	55
Le stress en question	59

Chapitre IV. La coopération dans la division	65
De la production à la coproduction	66
Travailler pour, avec et malgré le client	68
Le travail sous domination	70
Les dégâts de la finance	72
Une conflictualité évolutive	75
Chapitre V. L'emploi contre le travail ?	81
Salariat : pas mort	82
Segmentations...	83
... et déstabilisation	87
Allègement et ciblage	90
La tension emploi/travail	92
Chapitre VI. Catégories anciennes et réalités nouvelles	95
Des frontières de plus en plus mouvantes et perméables	96
Les halos du travail	98
Nouvelles normes, nouvelles figures, nouvelles trajectoires	101
Conclusion. Travailler demain	105
Tensions, crises et recompositions	105
Ré-inventer le travail	107
Annexes	111
Mots-clés	113
Bibliographie	117
Table des graphiques	121
Index	123

Introduction

TRAVAILLER

Voilà déjà quelques années maintenant que le travail fait régulièrement la Une de l'actualité. Au cœur des débats qui précèdent les échéances électorales, prétexte à de nombreux ouvrages, conférences et autres documentaires télévisés, il retient dramatiquement l'attention lorsque – une fois encore, une fois de trop – une personne met volontairement fin à ses jours par excès de pressions professionnelles. France Telecom, La Poste, Renault, EDF Pôle emploi... figurent sur la liste noire de ces entreprises et administrations qui, à ce sujet, ont défrayé la chronique. Travailler serait donc dangereux. Voilà un constat pour le moins paradoxal car, si l'on en croit les enquêtes sociologiques menées à grande échelle, la plupart des Français associent le travail à leur bonheur de vivre.

Pour comprendre et dépasser cette contradiction apparente, il convient de regarder la manière dont le travail se transforme. Tel est l'objectif du présent ouvrage. Celui-ci met en évidence l'existence d'une série de tensions, de nature et de portées inégales, qui affectent notre manière de travailler. Ces tensions peuvent être lues comme le produit de mutations (nouvelle donne économique et technologique) et de stratégies gestionnaires qui ont des conséquences tous azimuts sur les flux de main-d'œuvre internationaux, le marché de l'emploi, l'organisation des entreprises, les conditions de travail ou encore l'articulation entre les multiples temps sociaux qui rythment notre vie quotidienne.

Mais pourquoi travaillons-nous ?

Avant d'entrer dans le détail de ces différentes dimensions, une question s'impose presque à l'évidence, que l'on a pourtant parfois tendance à occulter. Mais pourquoi diable travaillons-nous ?

Un premier élément de réponse nous est fourni par les anthropologues et les historiens. Le travail n'est pas une pratique dont les déterminants sont inscrits dans nos gènes. Il aura fallu attendre la transition vers le Néolithique pour que les hommes apprennent à domestiquer les plantes et les animaux afin d'améliorer leurs conditions de vie. Cela suffit-il pour évoquer une invention du travail ? Certainement pas. Dans de nombreuses sociétés bien postérieures à l'époque néolithique, l'idée même de travail n'existe pas. En leur sein, certes, les femmes et les hommes cueillent, chassent, pêchent, bâtissent des abris... mais ces activités ne sont jamais pensées en opposition aux autres occupations que, dans la perspective qui est la nôtre, l'on pourrait considérer comme gratuites ou ludiques.

D'un point de vue sociologique, on peut définir le travail comme un rapport social¹. Pour être plus précis, la notion de travail fait sens à partir du moment où les hommes tentent de rationaliser le monde sur une large échelle et de tirer de son exploitation des richesses et des profits toujours croissants. Dans le creuset des révolutions industrielles qui symbolisent cette ambition toute prométhéenne, le travail s'impose comme une pratique autonome et encadrée. Autonome puisque, comme l'a montré Max Weber, la dissociation entre l'espace domestique et celui de l'entreprise a été en Europe occidentale l'une des conditions de l'invention d'un nouveau type de capitalisme ; encadré puisque, à la suite de Karl Marx, il faut rappeler combien la condition de travailleur est débitrice des actions et des intérêts des détenteurs des moyens de production. En bref, c'est par différenciation (entre le professionnel et le domestique, les prolétaires et les capitalistes...) que le travail a vu le jour.

1- M. Lallement, *Le Travail. Une sociologie contemporaine*, Gallimard, 2007.



Si, en deux siècles, le capitalisme a bien changé, la parenthèse du travail n'est pas prête de se refermer. Dans les pays développés, travailler demeure le lot commun de la majeure partie de la population adulte dans la force de l'âge. C'est là le principal moyen de gagner sa vie et de faire vivre les siens. Cette fonction matérielle est celle que théorise l'analyse économique dominante. Pour cette dernière, le travail est par définition un désagrément, une désutilité. Qu'importe ici le degré de pertinence de cette hypothèse. L'important est de souligner que les sciences humaines et sociales la discutent et la complètent en soulignant deux autres fonctions essentielles. Travailler c'est non seulement contribuer à la maîtrise du monde et bénéficier ainsi d'une rémunération, mais c'est aussi participer activement à la transformation de soi-même pour gagner, lorsque cela est possible, en plaisir, en intelligence, en autonomie². Travailler, enfin, c'est agir avec d'autres, apprendre et partager des codes communs, lutter et passer des compromis, bref se socialiser et s'intégrer au monde social.

Tous flexibles ?

Hier comme aujourd'hui, la réalité n'a jamais été aussi simple et aussi rose que le laisse penser ce qui vient d'être esquissé : l'exploitation et la sous-rémunération, la pénibilité et la souffrance, la domination et la stigmatisation, voilà autant de revers permanents qui participent eux aussi de la mise en forme du travail. Plutôt que d'associer systématiquement ce dernier à des valeurs positives ou négatives, de déplorer son déclin ou d'en appeler à l'inverse à sa disparition, mieux vaut en conséquence accepter l'ambivalence intrinsèque du travail, position qui a non seulement l'avantage du réalisme mais aussi celui de déboucher sur l'idée qu'il est possible d'agir pour améliorer les conditions des travailleurs, qu'elles concernent le travail proprement dit (organisation de l'activité productive, hygiène et sécurité...) ou l'emploi (statut, salaire, mobilité...).

2- Y. Clot, *La Fonction psychologique du travail*, Puf, 1999.

Il est deux autres moyens encore d'éviter de verser dans le simplisme. Le premier consiste à observer les différentes façons de travailler ainsi que les multiples rapports à l'emploi. Les hommes et les femmes, les jeunes et les seniors, etc., ne vivent pas le travail de la même manière, nous le verrons. D'une classe sociale à l'autre, il est aussi des différences flagrantes. Christian Baudelot et Michel Gollac³ ont montré à ce sujet que dans les groupes les plus démunis en termes de capitaux économiques et culturels (ouvriers, employés), le travail est avant tout une condition du bonheur. Il offre la possibilité d'une autonomie matérielle et assure, à soi comme aux siens, des garanties élémentaires en matière d'alimentation, de logement mais aussi d'éducation et de développement personnel. Sans revenu décent, comment espérer vivre bien et dignement ? Dans les catégories qui rassemblent des diplômés et des titulaires de revenus plus élevés (cadres, professions intellectuelles supérieures) le travail est une composante du bonheur, un élément précieux aux côtés d'autres comme la famille, les loisirs ou l'engagement associatif.

Une seconde façon d'éviter les clichés consiste à prendre le pouls des différentes évolutions du travail. Une tendance forte depuis les années 1980 consiste à vouloir assouplir les organisations, et tous ceux qui œuvrent en leur sein, au nom de la performance et de la qualité. Le maître mot pour changer le travail est celui de flexibilité. Les formes concrètes de cette dernière sont multiples – individualisation des salaires, horaires variables, exigences de réactivité, précarité de l'emploi, mobilités internationales, réformes de la protection sociale... – et peu dans le travail échappent aujourd'hui à l'injonction. Au cours de ces dernières années, de nouveaux profils ont émergé ou ont été mis en valeur (le travailleur en réseau, l'intermittent du spectacle, le quasi-entrepreneur...) qui préfigurent peut-être ce que demain la grande majorité des travailleurs seront.

Tensions

Le travail ne ressemble plus guère actuellement à ce qu'il était il y a encore une trentaine d'années. Symbole de la division des

3- C. Baudelot, M. Gollac, avec C. Bessière, I. Coutant, O. Godechot, D. Serre, F. Viguier, *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Fayard, 2003.



tâches et de son cortège de maux associés (fatigue, lassitude, perte de sens, autoritarisme, etc.), le taylorisme⁴ a fait long feu. De même, l'activité productive ne structure-t-elle plus autant qu'auparavant les pratiques quotidiennes, l'ordonnement des rôles, l'engagement dans l'action collective ou encore les relations entre les classes. Depuis de nombreuses années déjà, les luttes sociales ont débordé le strict champ du travail pour conquérir d'autres territoires, se saisir de nouveaux enjeux comme le logement, le droit à l'intégration ou encore le refus des stigmatisations de toutes natures. Le travail n'en demeure pas moins un fait social massif, qui occupe une place importante dans la vie de nombre de nos contemporains. Pour comprendre comment il est vécu, ce qu'il véhicule comme ressources et contraintes, ce qu'il produit comme sens et désespérances, ou ce qu'il structure encore comme repères collectifs, cet ouvrage met en évidence quatre tensions majeures⁵.

La première est de type macrosocial. Les mondes du travail sont en pleine recomposition. Cela est vrai à l'échelle internationale (chapitre I) comme à celui de la France (chapitre II). Dans le premier cas, la marchandisation du travail et l'usage toujours croissant des technologies de l'information et de la communication ont changé la donne en quelques années à peine et durci les oppositions entre travail de riche et travail de pauvre. Dans le second cas, le diagnostic invite surtout à prendre acte du brouillage des frontières entre les secteurs publics et privés qu'hier tout semblait opposer. Sur fond de rhétorique libérale persistante, les mondes du travail se recomposent mais sans pour autant s'homogénéiser. Les oppositions entre petites et grandes entreprises, travailleurs qualifiés et ceux qui peinent au bas de l'échelle sociale, emplois stables et statuts précaires... demeurent plus vives que jamais. Il convient certes de lire ces partitions de façon nuancée et dynamique. Elles n'en constituent pas moins des lignes de fracture déterminantes et structurantes.

4- Voir, en fin d'ouvrage, la rubrique « mots-clés ».

5- Outre les données statistiques que je serai amené à utiliser pour donner une consistance objective à mon propos, j'utiliserai les résultats des recherches récentes de mes collègues sociologues ainsi, bien sûr, que ceux des multiples investigations empiriques que j'ai pu réaliser ces dernières années dans des secteurs d'activité aussi divers que l'industrie électronique, les SSII (Sociétés de services d'ingénierie informatique), la grande distribution, les services postaux, les centres d'appels, l'hôpital, etc.

Le deuxième type de tensions que je serai amené à évoquer nous met directement en prise avec les nouvelles formes d'organisations du travail. Celles-ci imposent une forme d'injonction contradictoire : il faut être plus autonome tout en se soumettant à davantage de contraintes (chapitre III). Les salariés ne peuvent et ne savent pas tous résister à pareil *double bind*, ce qui explique pour partie l'apparition de maux du travail, dont le stress au premier chef. Le couple autonomie/contrainte n'est qu'une des faces de la réalité actuelle. L'articulation problématique entre coopération et division (chapitre IV) structure également l'organisation du travail. L'irruption de nouveaux acteurs (le client notamment) à même de peser directement sur la façon d'œuvrer au quotidien oblige ainsi, par exemple, à repenser complètement la façon de travailler à l'heure actuelle, l'agencement des intérêts des uns et des autres, la manière de les promouvoir...

Deux autres tensions encore sont évoquées dans la dernière partie de cet ouvrage. La première met en scène le couple travail/emploi. Les gouvernements qui se sont succédés ces dernières décennies ont promu de nombreux dispositifs destinés à lutter contre le chômage. Si noble soit l'objectif, la question qui se pose est de savoir si, en cherchant à créer de l'emploi coûte que coûte, ce ne sont pas les conditions de travail qu'indirectement l'on abîme. Telle est, avec celle qui porte sur la segmentation persistante du marché du travail, une des interrogations du chapitre V. La quatrième et dernière tension est de nature cognitive (chapitre VI). Le constat de base est le suivant : les catégories dont nous disposons aujourd'hui pour penser le travail sont pour partie obsolètes. Débitrices des façons de voir le monde qui étaient celles de la société industrielle, elles peinent à rendre raison de toutes les transformations contemporaines. Réfléchir sur la tension entre catégories anciennes et réalités nouvelles est aussi, autrement dit, une façon d'ouvrir le débat sur les futurs possibles du travail.

Chapitre I

TRAVAIL DE PAUVRE, TRAVAIL DE RICHE

Que ce soit dans le domaine du travail, ou dans d'autres comme celui de la culture par exemple, la mondialisation est souvent accusée de tous les maux. La pression à la baisse sur les salaires ou les délocalisations ne sont-elles pas la conséquence inéluctable de l'ouverture de nos économies sur des pays lointains, qui méconnaissent nos règles élémentaires en matière de conditions de travail ? Les choses sont en réalité moins dramatiquement simples. Loin de pouvoir être assimilée à un rouleau compresseur qui écraserait la planète pour l'uniformiser, la mondialisation produit de la différence¹. Le marché s'étend, il est vrai. Un flux croissant de produits, de services et d'informations transitent par-delà les frontières. Le développement des communications de masse ne se traduit pas pour autant par une forte indifférenciation culturelle. Les messages diffusés (par la télévision au premier chef) sont filtrés et reçus de façon sélective par les groupes et les individus.

Il n'en va pas autrement du point de vue du travail. D'une région du globe à l'autre, d'un espace national à l'autre, les différences perdurent car, fort de son histoire et de ses institutions, chaque pays sait retraduire à sa manière ce que la mondialisation peut faire au travail. Cela vaut notamment en Europe où, en dépit de l'adoption de quelques normes communes sur les conditions de travail, des modèles nationaux d'emploi continuent de s'opposer les uns aux autres, mais aussi d'interagir les uns avec les

1- P.-N. Giraud, *La Mondialisation. Émergences et Fragmentations*, éd. Sciences Humaines, 2008.

autres². On ne saurait pour autant conclure au *statu quo*. Partie des États-Unis, la grande crise financière de 2008 a eu un impact majeur sur l'emploi partout dans le monde. Mais elle a aussi accentué des différences. Tandis que les uns surfent sur les technologies de l'information et de la communication et inventent une nouvelle façon de travailler, les autres tentent d'échapper tant bien que mal à la faim et à la misère.

Mondialisation et marchandisation du travail

La mondialisation n'est pas une chose nouvelle. L'économie-monde européenne – véritable système structurellement orienté vers l'accumulation sans fin du capital – a pris son expansion dès le *xvi^e* siècle³. Elle a été très tôt à l'origine de nombreux mouvements de personnes et de capitaux. Entre 1815 et 1915, on estime ainsi que 46 millions de personnes (essentiellement des Britanniques) ont quitté l'Europe. Dans ce même espace, les sorties de capitaux ont enregistré un mouvement ascendant tout aussi impressionnant entre 1840 et la Première Guerre mondiale. Pour les seuls investissements directs et de portefeuille, évalués *a minima* par les données de balance des paiements, l'encours des sorties brutes de capitaux (ou stock d'investissement à l'étranger) passe de moins de 2 millions de dollars en 1840 à 44 milliards en 1913, dont les 2/3 à l'actif du Royaume-Uni et de la France⁴.

Le colonialisme a été un autre facteur puissant de mondialisation. À la veille de la Première Guerre mondiale, et suite à la seconde vague de colonisation qui a débuté en 1870, l'Europe occidentale contrôle politiquement les quatre cinquièmes de la planète⁵. Après la Seconde Guerre mondiale, une forte croissance du commerce international donne un nouvel élan à la mondialisation mais sans, il est vrai, que cela porte atteinte à la

2- G. Bosch, S. Lehdorff, J. Rubery (eds), *European Employment Models in Flux*, Basinstoke, New York, Palgrave, Macmillan, 2009.

3- F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Armand Colin, 3 tomes, 1967-1979.

4- P. Bairoch, *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au *xix^e* siècle*, Mouton, EHESS, 1976.

5- J. Adda, *La Mondialisation de l'économie*, La Découverte, 2 tomes, 1996.



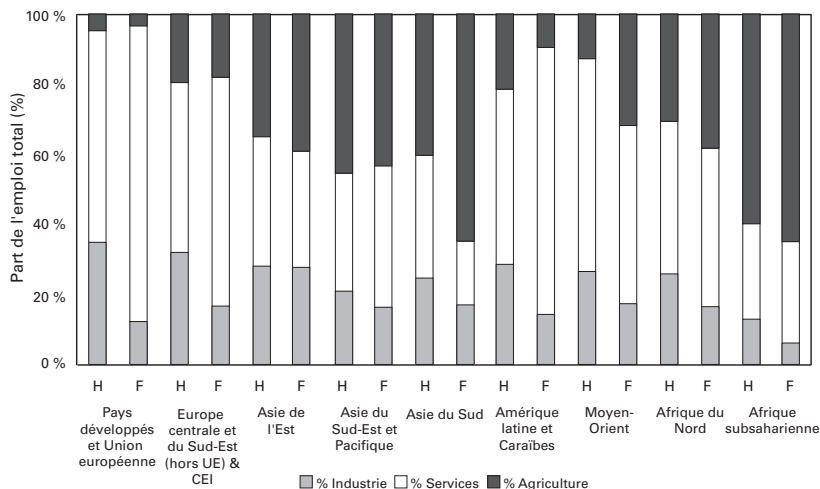
souveraineté politique des pays concernés. Si une telle expansion a pu nourrir une augmentation de la richesse et du bien-être des pays développés, cela n'a pas été sans aggraver les inégalités avec les pays du « tiers monde ».

Depuis ces toutes dernières décennies, de nouveaux éléments sont venus enrichir le dossier de la mondialisation. Le premier fait marquant est le mouvement continu d'extension du salariat⁶. Cette évolution est due pour l'essentiel à l'urbanisation des pays du Sud d'une part, à l'accès croissant des femmes au statut de salariées dans les pays du Nord comme du Sud d'autre part. Cette marchandisation du travail entérine tout à la fois le déclin des rapports économiques traditionnels fondés sur l'autoproduction familiale ou l'échange de proximité et l'élargissement de l'espace de régulation économique. La pauvreté a par ailleurs diminué, du moins avant que la crise de 2008 ne vienne chambouler l'économie de la planète. Selon la Banque mondiale, le nombre de pauvres est passé de 1,9 milliard à 1,4 milliard entre 1981 et 2005⁷. En proportion, cela signifie que le taux de pauvreté a chuté de 52 à 26 %. Expression symptomatique des nouvelles réussites économiques, ce même taux a décliné de 84 % à 16 % en Chine, et de 79 % à 18 % pour toute l'Asie de l'Est. En 2005, il dépasse toujours la barre des 50 % en Afrique subsaharienne et celle des 40 % en Asie du Sud.

6- *Alternatives économiques*, dossier « 20 ans de mondialisation. Le bilan », n° 184, septembre 2000.

7- C. Shaohua, M. Ravallion, « The developing world is poorer than we thought, but no less successful in the fight against poverty », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 4703, août 2008, Banque mondiale, Washington, D.C. Le seuil de pauvreté utilisé est de 1,25 dollar par personne et par jour. Il s'agit là d'une mesure absolue de la pauvreté, à bien des égards contestable sur le plan méthodologique puisque, d'un pays à l'autre, le pouvoir d'achat et le niveau de vie sont fort différents. L'utilisation d'un tel seuil permet néanmoins d'apprécier l'évolution tendancielle de la pauvreté à travers le monde.

Graphique I.1
Répartition des emplois par secteur, par sexe et
par grandes régions du monde en 2008



Source : BIT.

La marchandisation du travail ne s'est pas accompagnée d'un mouvement de convergence inéluctable entre pays ou grands ensembles du monde. Outre que la répartition du travail par secteurs d'activités demeure contrastée (voir graphique I.1), c'est même exactement le contraire d'un rapprochement que l'on constate. Sur le long terme, l'évolution est saisissante.

Au début du XIX^e siècle, les pays les plus aisés étaient à peu près trois fois plus riches que les plus démunis. À la fin du XX^e siècle, l'échelle de l'inégalité s'étale de un à soixante-douze. Au milieu des années 2000, l'Onu note que les écarts se creusent toujours davantage⁸. En 2005, indique l'organisation internationale, les cinq cents personnes les plus fortunées à travers le monde possèdent ensemble l'équivalent de ce dont disposent les 416 millions les plus pauvres. Le travail des enfants demeure par ailleurs une

8- Onu, *Rapport sur la situation sociale dans le monde en 2005 : la crise de l'inégalité*, 2005.



réalité que les pays riches ont tendance à oublier. Et pourtant, le fait n'est pas mineur : selon le Bureau international du travail, dans le monde du milieu des années 2000, 15 % des enfants de 5 à 14 ans servent de main-d'œuvre, dans des conditions souvent extrêmement délétères.

Le travail des enfants aujourd'hui

L'Afrique est le continent où, en proportion, l'on trouve le plus d'enfants travailleurs. Les estimations oscillent entre un quart et 40 % de la population de 5-14 ans. La nécessité est la toute première des explications. Pour se nourrir eux-mêmes ainsi que leur famille, les enfants participent aux travaux agricoles. On les trouve dans les vergers en Afrique du Sud, dans les plantations de vanille à Madagascar, dans les champs de jasmin en Égypte, dans les cacaoyers d'Afrique occidentale... Ces petites mains sont aussi mobilisées pour faire la cuisine, transporter de l'eau, participer aux tâches domestiques. En ville, les enfants se font vendeurs ambulants, gardiens de voiture, cireurs de chaussures, chiffonniers, fabricants de tapis... Les industries d'extraction, à commencer par les mines d'or, de chrome et de diamants, sont aussi gourmandes de main-d'œuvre juvénile.

Ailleurs la situation n'est souvent guère plus brillante. 17 millions d'enfants travaillent en Amérique latine et dans la zone caraïbe, dans les exploitations agricoles (café, tabac, canne à sucre, fleurs...) mais aussi dans l'industrie (construction, fabrication de vêtements) et le tertiaire (commerce, hôtellerie, service à la personne). La situation est comparable en Inde (avec les cireurs de chaussures et autres petits marchands ambulants...), au Népal (prostitution infantile), aux Philippines (récupération de déchets, travail en conserverie...), au Vietnam et au Cambodge (vente de cartes postales, de cigarettes, de billets de loterie...), etc. Sur l'ensemble du continent asiatique (Chine non incluse), les estimations varient entre 44 et 110 millions d'enfants au travail.

Les pays dits « développés » n'échappent pas au phénomène. Le BIT estime que 5 millions d'enfants travaillent aux États-Unis, et pas seulement sous forme de job complémentaire à leurs études. Les familles les plus pauvres, souvent noires ou hispaniques, mettent à contribution les plus jeunes en les faisant travailler à bon compte (pour des salaires oscillant entre un et deux dollars de l'heure). Les enfants se font alors laveurs de voiture, livreurs de pizza, serveurs de fast-food, employés de supermarchés, petites mains pour atelier de confection, ou saisonniers dans les exploitations de fruits, de houblon ou de légumes dans les États du Sud.

Source : BIT.

Les multinationales font-elles le monde ?

Que l'on soit ou non sensible aux réalités d'ailleurs, le travail ne peut plus être saisi en faisant fi de la géométrie du monde. À ce sujet, les multinationales focalisent souvent l'attention, soupçonnées qu'elles sont d'orchestrer l'exploitation générale du travail et des travailleurs par-delà les frontières. S'il est vrai que, par leur entremise, les flux d'investissement direct à l'étranger ont crû depuis les années 1980, celles-ci sont bien loin encore de dominer autant qu'on l'imagine parfois. Alan Rugman a bien montré que l'existence d'un marché mondial unique contrôlé par quelques firmes à dimension planétaire relève du mythe pur et simple⁹. Au début des années 2000, seules une vingtaine d'entreprises (comme IBM, Coca Cola, Shell, Sony...) peuvent se prévaloir d'un chiffre d'affaires réparti de façon à peu près équivalente entre au moins trois continents. L'action des multinationales demeure cantonnée plus généralement dans un espace euro-américain très imbriqué, alors que le cœur de l'Asie industrielle (Japon, Corée, Taïwan) reste encore très fermé sur lui-même. Au Sud, les multinationales sont plutôt présentes en Amérique latine et en Europe centrale mais l'Afrique, la Russie et l'Inde leur échappent largement.

Depuis le milieu des années 2000, de nouvelles firmes issues des économies émergentes (le cimentier mexicain Cemex, l'acériste indien Arcelor Mittal, le groupe minier CVRD...) ont accéléré le mouvement de mondialisation. Dans l'industrie de la consommation électronique, segment qui figure parmi les plus perméables à la globalisation, d'autres entreprises comme Cisco, Nokia et Intel ont contribué pareillement à enclencher la spirale de l'internationalisation. Mais la crise de 2008 a provoqué un puissant coup d'arrêt et incité au repli, parfois pour des raisons qui n'ont guère à voir avec la déstabilisation financière. Pour certains observateurs, « la vitesse de la contagion de la crise, le fait que les pays émergents en sont les victimes les plus directement touchées, vont remettre en cause des compromis entre États (par exemple entre la Chine et les États-Unis), et en question les stratégies de mondialisation de bien des entreprises¹⁰ ».

9- A. Rugman, *The Regional Multinationals*, Cambridge University Press, 2005.

10- Y. Droz, « Le repli des multinationales », *Le Monde*, 17 mars 2009.

DANS LA MÊME COLLECTION

Ouvrages généraux

Le Dictionnaire des sciences humaines, Jean-François Dortier, 2008 (2^e édition actualisée).

La Bibliothèque idéale des sciences humaines, Véronique Bedin, Martine Fournier (dir.), 2008.

Économie/Géopolitique

Géopolitique de l'alimentation, Gilles Fumey, 2008.

La Mondialisation. Émergences et Fragmentations, Pierre-Noël Giraud, 2008.

Psychologie

L'Intelligence de l'enfant, Martine Fournier, Roger Lécuyer (dir.), 2009.

Qu'est-ce que l'adolescence ?, Véronique Bedin (dir.), 2009.

La Psychologie, Elisabeth Demont, 2009.

Sociologie

Pierre Bourdieu, son œuvre, son héritage (collectif), 2008.

La Sociologie, Xavier Molénat (coord.), 2009.

Achevé d'imprimer en janvier 2010 par Hérissé
Dépôt légal : premier trimestre 2010

Extrait de la publication